

Délibérations.

Sommaire.

1. Approbation.
2. Arrêt.
3. PADD.
4. Diagnostic.
5. Prescription.

EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Réunion ordinaire du 29 mars 2018

L'an deux mil dix-huit

NOMBRE DE MEMBRES			OBJET DE LA DELIBERATION
APPERTENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	EN EXERCICE	QU'ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	URBANISME
23	23	20 (dont 2 pvr)	
DATE DE LA CONVOCAATION	DATE D'AFFICHAGE	NUMERO DE DELIBERATION	
23/03/2018	23/03/2018	2018-19	APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

L'an deux mil dix-huit et le 29 mars à 20h30, le Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Patrick MAISONS, Maire.

ETAIENT PRESENTS (18) : Patrick MAISONS, Sylvie HENAUUX, Chedly HADJ-KACEM, François SOKOLOWSKI, Jean-François BOUVARD, Roger DELAUNET-LALÈS, Jean-Jacques COQUISART, Pasqualina SAPONE, Martine CURIAL, Jean-Pierre OGIER, Laurent LABATTE, Maryse HELLARD, Fabio ROBERT, Gérard FEUGERE, Michel BRICAUD, Dominique POTIER, Annie RUSPINI, Sandrine POULAIN.

EXCUSES (5 dont 2 pouvoirs) : France MAÇON (pouvoir à Dominique POTIER), Mickaël LAVALLEY, Mounia BOUKOUM, Guillaume CHAPUIS (pouvoir à Patrick MAISONS), Céline MONIER.

Secrétaire de séance : Gérard FEUGERE.

La procédure lancée par délibération du Conseil Municipal du 9 avril 2015 avait pour objet la révision du Plan Local d'Urbanisme, poursuivant les objectifs suivants :

- l'adaptation de la partie réglementaire pour une meilleure application au quotidien,
- l'adaptation du règlement pour faciliter le maintien et l'implantation de commerces et services de proximité sur le territoire communal,
- la protection des espaces naturels repérés et du caractère architectural des quartiers de centre bourg,
- la coordination des espaces de circulation et des espaces de vie,
- la mise en compatibilité du document de planification communal avec les exigences législatives et réglementaires actuelles et pour une gestion globale du territoire,
- l'intégration des conditions permettant d'assurer dans le respect des objectifs du développement durable, les principes définis à l'article L 101-2 et L131-1 et suivants du code de l'urbanisme et notamment ceux issus de la loi dite « Grenelle 2 » et de la loi ALUR, tels que la réduction des émissions des gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie, la production énergétique à partir de ressources renouvelables, la préservation et la remise en état des continuités écologiques, la maîtrise de la consommation des espaces,
- la nécessité d'articuler l'échelle communale avec les échelles supra communales (Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE), Schéma de Cohérence Ecologique (SRCE), le Plan Climat Energie Régional (PCER) ...),
- la mise en cohérence du projet de développement communal avec les tendances socio-économique du territoire dans l'optique d'un développement équilibré et maîtrisé.

Le Projet d'Aménagement et de Développement durable (PADD), débattu en conseil municipal du 30 mars 2017 s'articule autour des axes suivants :

- Axe 1 : Préserver les espaces naturels, agricoles et paysagers inscrits dans la Vallée de l'Eure ;
- Axe 2 : Maîtriser la population lyonnaise et le développement urbain dans une optique de développement harmonieux du territoire ;
- Axe 3 : Protéger le patrimoine historique et architectural de la commune ;
- Axe 4 : Maintenir l'activité agricole, économique et touristique locale ;

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

D27-212703657-20180329-2018-19-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/04/2018
Affichage : 03/04/2018

L'autorité compétente, le Maire, Patrick MAISONS



Axe 5 : Promouvoir un fonctionnement équilibré entre les différents modes de déplacement.

Le bilan de la concertation a été dressé en conseil municipal du 29 juin 2017.

Le projet de Plan Local d'Urbanisme a été arrêté le 29 juin 2017.

Ce projet a ensuite été notifié aux personnes publiques associées (PPA) qui ont eu trois mois pour formuler leur avis. L'ensemble de ces avis a été joint au dossier d'enquête publique.

L'enquête publique s'est déroulée du 30 Janvier au 1^{er} Mars 2018 inclus. Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable le 12 mars 2018.

Monsieur le Maire et sa première adjointe présentent le projet de plan local d'urbanisme, les avis émis par les personnes publiques associées ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L101-1 à L101-3, L103-2-1° à L103-6, L.131-4 et L. 131-5, L151-1 et suivants, R151-1 et suivants, L153-1 2°, L153-31 à L135-35 et L300-2,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 9 avril 2015 prescrivant la révision du plan local d'urbanisme et définissant les modalités de concertation,

Vu le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ayant eu lieu au sein du Conseil municipal du 30 mars 2017,

Vu la délibération en date du 29 juin 2017 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet,

Vu les avis émis par les personnes publiques associées consultées après transmission du dossier de Plan Local d'Urbanisme arrêté,

Vu l'arrêté municipal en date du 9 janvier 2018 mettant le projet de plan local d'urbanisme en enquête publique,

Vu le rapport d'enquête publique, contenant l'analyse des observations du public, des personnes publiques associées et des réponses apportées, ses annexes, ses conclusions et l'avis favorable émis par le commissaire enquêteur,

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé, qui comprend un rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durable, le règlement, les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ainsi que les Annexes,

Considérant que les résultats de ladite enquête publique et les avis rendus par les personnes publiques associées justifient des modifications mineures au projet d'élaboration du PLU, à savoir principalement :

Pour tous les documents :

Correction de diverses coquilles, précisions, mise en cohérence d'appellations, etc..

Pour le rapport de présentation :

- Mise à jour des données pour les cavités souterraines,
- Création d'une partie « chute blocs et éboulement de falaises »,
- Suppression de la méthode du point mort pour seulement faire référence au PLH,
- Les éléments sur les capacités de la station d'épuration ont été étoffés,
- Création d'une partie « biodiversité ordinaire »,
- Le rapport de disposition a été allégé avec des références à l'évaluation environnementale et des répétitions ont donc été supprimées.

Pour le Projet d'Aménagement et Développement Durable (PADD) :

- Insertion d'un objectif pour promouvoir la performance énergétique des bâtiments.

Pour les règlements écrit et graphique :

- Les références annexes et extensions ont été ajoutées au terme constructions,
- Un paragraphe sur le risque des cavités souterraines a été ajouté à la présentation des zones U et N,
- Le comblement des mares en zone inondable a été interdit,
- Les ouvrages hydraulique identifiés au titre de l'article L151.19 du code de l'urbanisme pourront déroger au règlement du PLU pour respecter le code de l'environnement et le SDAGE Seine-Normandie,
- Les constructions, annexes et extensions devront respecter un recul minimum de 5 m par rapport à l'alignement dans le zone UX,
- Reclassement de la parcelle A1279 en zone A,
- La zone NL s'étend sur l'entier de la parcelle B0168.

Pour les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) :

OAP du terrain rue de la Sence :

- Ajout d'un paragraphe pour que la gestion des eaux pluviales se fasse de manière intégrée au site,
 - Précision d'une superficie parcellaire de 0,35ha urbanisée sur 0,15ha.
- OAP du terrain dit Picard :
- Précision d'une superficie parcellaire de 1,25ha urbanisée sur 0,90ha,

- Indication qu'une partie du site se trouve en réglementaire jaune et bleu du PPRI Eure moyenne.

Annexes :

- Mise à jour du règlement de Service Public d'Assainissement Collectif et non Collectifs.
- Dans les annexes, modification des paragraphes concernés par les modifications des documents précédents.

Considérant que les modifications du PLU arrêté ne remettent pas en cause l'économie générale du projet, Considérant que le projet présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L. 153-21 du code de l'urbanisme,

Considérant l'intérêt de pouvoir exercer un droit de préemption afin de permettre la réalisation d'équipements publics et la constitution de réserves foncières ;

Après en avoir délibéré,

DELIBERE A L'UNANIMITE :

ARTICLE UN – DECIDER de modifier le projet de PLU qui a été soumis à l'enquête publique pour tenir compte des différents avis.

ARTICLE DEUX – DECIDER d'approuver le Plan Local d'Urbanisme révisé tel qu'il est annexé à la présente.

ARTICLE TROIS – INSTITUER un droit de préemption urbain sur les zones urbaines et à urbaniser.

ARTICLE QUATRE – La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention dans les journaux suivants : Paris Normandie et Echo républicain.

Le plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la préfecture.

ARTICLE CINQ – La présente délibération deviendra exécutoire en application de l'article L 123-12 du code de l'urbanisme, en l'absence de schéma de cohérence territoriale approuvé ;

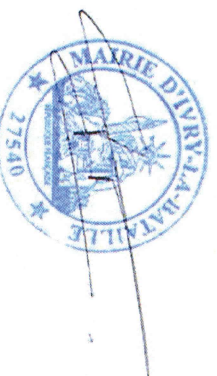
- dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au plan local d'urbanisme, ou dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ces modifications ;
- après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus.

La présente délibération sera transmise :

- à Monsieur le Préfet de l'Eure
- au directeur départemental des services fiscaux
- au conseil supérieur du notariat
- à la chambre départementale des notaires
- aux barreaux constitués près le tribunal de grande instance*
- au greffe du tribunal de grande instance.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus à Ivry-la-Bataille
Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,



20 JUIN, 2017

21 JUL, 2017

ARRIVÉE D'ECOL

REPUBLIQUE FRANÇAISE



DEPARTEMENT
DE L'EURE

COMMUNE

DIVRY-LA-BATAILLE



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

Maire

Réunion ordinaire du 29 juin 2017

L'an deux mil dix-sept

URBANISME				Bilan de la concertation et arrêt du Plan Local d'Urbanisme
23	22	18 (dont 6 pvrs)		
23/06/2017	23/06/2017	2017-42		

L'an deux mil dix-sept et le 29 juin à 20h30, le Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Patrick MAISONS, Maire.

ETAIENT PRESENTS (12) : Patrick MAISONS, SYLVIE HENAU, Chedly HADJ-KACEM, Jean-François BOUVARD, SYLVIE DELALANDE, Roger DELAUNET-LALÈS, Jean-Jacques COQUISART, Martine CURIAL, Jean-Pierre OGIER, Fabio ROBERT, Mounia BOUKOUM, Michel BRICAUD,

EXCUSES (11 dont 6 pouvoirs) : Françoise SOKOLOWSKI (pouvoir à SYLVIE HENAU), Pasqualina SAPONE (pouvoir à SYLVIE DELALANDE), France MAÇON (pouvoir à Roger DELAUNET-LALÈS), Laurent LABATTE (pouvoir à Fabio ROBERT), Marise HELLARD (pouvoir à Jean-François BOUVARD), Mickaël LAVAILLEY, Guillaume CHAPUIS, Dominique POTTER, Annie RUSPINI, Sandrine POULAIN (pouvoir à Mounia BOUKOUM), Céline MONIER.

Secrétaire de séance : Mounia BOUKOUM.

* * *

La procédure d'élaboration du document d'urbanisme a été initiée par délibération du conseil municipal, le 9 avril 2015 et elle a abouti au dossier de PLU qui doit être arrêté par le Conseil municipal avant d'être transmis pour avis aux Personnes Publiques Associées (PPA), aux communes limitrophes et à l'Agglo du Pays de Dreux. Ce dossier sera soumis ultérieurement à enquête publique.

Afin que ce projet soit véritablement partagé, il a été donné une place majeure à la concertation. La consultation des habitants et des acteurs locaux a constitué une des clefs de la réalisation de ce projet communal. Pour cela, une démarche d'Approche Environnementale de l'Urbanisme® a été mise en place et a permis d'ancrer la procédure dans les politiques de développement de la commune : sensibilisation des habitants, concertation avec les acteurs...

Ainsi, tel que présenté dans le bilan de la concertation joint, les actions de concertation suivantes ont notamment été menées durant toute la procédure de l'élaboration :

- affichage de la délibération de prescription de l'élaboration générale en Mairie ;
- parution dans le journal départemental et dans le bulletin municipal ;
- organisation d'ateliers avec le public ;
- mise à disposition d'un registre sur lequel chacun a pu consigner ses observations ;
- organisation de réunions publiques.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Accuse réception du Ministère de l'Intérieur ses articles L. 151-1 à L. 151-48 et L. 153-1 à L. 153-60 ainsi que R. 101-1 à R. 101-55 et R. 103-1 à R. 103-22, relatifs au contenu et aux modalités d'élaboration d'un Plan Local de l'Urbanisme,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 9 avril 2015 qui engage la révision générale du Plan Local d'Urbanisme

Réception et approbation des présentations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) Publiant au sein du Conseil municipal le 30 mars 2017.

Vu le projet d'Approche Environnementale de l'Urbanisme du PLU et notamment le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), le règlement, les documents graphiques, les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et les Annexes ;

Patrick MAISONS
Le Maire

Vu la phase de concertation menée depuis avril 2016 et jusqu'à ce jour ;
Considérant que le projet de PLU est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques qui ont été associées à son élaboration ainsi, qu'à leur demande, aux communes limitrophes et à l'Agglo du Pays de Dreux,

Conformément aux articles L. 142-4 et L. 142-5 du code de l'urbanisme, la commune doit saisir le Préfet pour avis sur l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation et après avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF).
Après avoir délibéré,

DELIBERE A L'UNANIMITE

- DECIDER de tirer le bilan de la concertation, aucune observation de nature à remettre en cause les orientations retenues n'ayant été relevée, considère ce bilan favorable et décide de poursuivre la procédure,
- DECIDER d'arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération,
- DIRE que le dossier de PLU sera soumis pour avis aux Personnes Publiques Associées ainsi qu'aux communes limitrophes et à l'Agglo du Pays de Dreux,
- DECIDER de saisir le Préfet, pour avis, dans le cadre des articles L. 142-4 et L. 142-5 du code de l'urbanisme,
- DECIDER de saisir la CDPENAF, pour avis, dans le cadre des articles L. 151-12 et L. 151-13 du code de l'urbanisme

Conformément aux modalités de concertation définies par la délibération du 9 avril 2015, le dossier définitif du projet, arrêté ce jour par le Conseil Municipal, sera tenu à disposition du public en Mairie.

Conformément à l'article R. 153-3 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département.

Pièces jointes à la présente délibération :

- Dossier de projet du PLU :
 - o rapport de présentation
 - o projet d'Aménagement et de Développement Durable
 - o règlement et documents graphiques
 - o orientations d'Aménagement et des Programmation
 - o annexes
- Bilan de la concertation.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus à Ivry-la-Bataille
Pour extrait certifié conforme,

Patrick MAISONS, Le Maire



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Réunion ordinaire du 30 mars 2017

L'an deux mil dix-sept

NOMBRE DE MEMBRES			OBIET DE LA DELIBERATION
AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	EN EXERCICE	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	
23	23	22 (dont 4 pvs)	URBANISME Orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable (PAD)
DATE DE LA CONVOCAION	DATE D'AFFICHAGE	NUMERO DE DELIBERATION	
24/03/2017	24/03/2017	2017/26	

L'an deux mil dix-sept et le 30 mars à 20h30, le Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Patrick MAISONS, Maire.

ETAIENT PRESENTS (18) : Patrick MAISONS, Sylvie HENAU, Chedly HADJ-KACEM, Jean-François BOUVARD, Sylvie DELALANDE, Roger DELAUNET-LALÈS, Pasqualina SAPONE, Martine CURIAL, Jean-Pierre OGIER, Laurent LABATTE, Marise HELLARD, Mickaël L'AVALLÉY, Mounia BOKOU, Guillaume CHAPUIS, Michel BRICAUD, Dominique POTTIER, Annie RUSPINI, Sandrine POULAIN.

EXCUSES (5 dont 4 pouvoirs) : Françoise SOKOLOWSKI (pouvoir à Sylvie HENAU), Jean-Jacques COQUISART (pouvoir à Sylvie DELALANDE), France MAÇON (pouvoir à Chedly HADJ KACEM), Fabio ROBERT (pouvoir à Laurent LABATTE), Céline MONIER.

Secrétaire de séance : Roger DELAUNET-LALES.

* * *

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Monsieur le Maire rappelle en préambule que par délibération du 9 avril 2015, a été prescrit le lancement de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Considérant l'article L 151-5 du Code de l'Urbanisme selon lequel le PLU comporte un Projet d'Aménagement et de Développement Durable qui définit :

« Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ; Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs retenues pour l'ensemble de la commune. Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. »

Considérant l'article L 153-12 du Code de l'Urbanisme, un débat au sein du Conseil Municipal de la commune sur les orientations générales du PAD doit se dérouler au plus tard deux mois avant l'examen du projet de PLU ;

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de débattre sur ces orientations générales ainsi que sur les objectifs issus des réunions avec les Personnes Publiques Associées et de la Commission Urbanisme chargée de ce dossier.

Accusé de réception - **Administration des Personnes Publiques Associées** s'organisent en cinq axes :

027-212703567-20170330-2017-26-DE

Accusé certifié exécuté	Objets et orientations général	Condensé du débat
Réception par le préfet : 01/04/2017 Publication : 01/04/2017 Présenter les espaces naturels, agricoles et forestiers inscrits dans la Vallée de l'Eure	Protéger les continuités écologiques terrestres ; Protéger les continuités écologiques aquatiques ;	



	Préserver les grandes entités paysagères qui fondent l'identité communale ; Assurer une bonne cohabitation entre la biodiversité existante et les secteurs urbanisés.	
Maitriser la population lvyenne et le développement urbain dans une optique de développement harmonieux du territoire	Maitrise de la stabilisation démographique ; Maitriser le développement urbain de la commune.	
Protéger le patrimoine historique et architectural de la commune	Préserver le patrimoine historique et architectural ; Préserver le patrimoine historique lié à l'écoulement des eaux.	
Maintenir les activités agricole, économique et touristique locale	Soutenir l'activité agricole ; Soutenir l'activité économique ; Soutenir l'activité touristique ; Maintenir le dynamisme de la commune.	
Promouvoir un fonctionnement équilibré entre les différents modes de déplacement	Favoriser les déplacements doux sur le territoire ; Assurer un bon fonctionnement des réseaux et de leur usage.	

Vu le code général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L 151-5 et L 153-12,

Vu la délibération du 9 avril 2015, prescrivant la révision du PLU et fixant les modalités de concertation,

Vu la délibération du 10 septembre 2015, portant convention de mise à disposition du service planification urbaine de l'Agglo du Pays de Dreux pour la révision générale du Plan local d'urbanisme,

Après avoir entendu en séance le rapport de Monsieur le Maire,

Conformément à l'article L 153-11 du code de l'urbanisme, la commune peut, à compter de la publication de la délibération prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme, décider de surseoir à statuer sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan.


Après en avoir débattu,

DELIBERE A L'UNANIMITE

ARTICLE UN - PRENDRE ACTE de la tenue du débat sur les orientations du Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) en application de l'article L 153-12 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE DEUX - APPROUVER le projet d'aménagement et de développement durable, tel que joint à la présente délibération.

Fait et délibéré le jour, mois et an ci-dessus à Ivry-la-Bataille
Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Réunion ordinaire du 3 février 2017

L'an deux mil dix-sept

NOMBRE DE MEMBRES			OBJET DE LA DELIBERATION
AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	EN EXERCICE	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	URBANISME
23	23		
DATE DE LA CONVOCACTION	DATE D'AFFICHAGE	NUMERO DE DELIBERATION	
27/01/2017	27/01/2017	2017/7	

* * *

Monsieur le Maire rappelle en préambule aux membres du Conseil Municipal que, par délibération n° 2015-24 du 9 avril 2015, a été prescrit le lancement de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ont été fixées les modalités de concertation ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'Urbanisme, notamment les articles L. 151-4 et de R. 151-1 à R. 151-5,

Vu la délibération du 9 avril 2015 prescrivant le lancement de la révision du PLU et fixant les modalités de concertation,

Considérant l'article L. 151-4 du Code de l'Urbanisme, le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durable, les Orientations d'Aménagement et de Programmation et le règlement ;

Considérant que le rapport de présentation s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services ;

Considérant que ce rapport présente également une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et qu'il doit être en mesure de justifier les objectifs compris dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable et au regard des dynamiques économiques et démographiques ;

Considérant enfin les ateliers de concertation publique avec les habitants qui se sont tenus à Ivry-la-Bataille les 20 avril et 15 juin 2016 sur les enjeux du territoire communal ;

Considérant aussi la présentation du diagnostic territorial sur les tendances démographiques, l'habitat et les prévisions en la matière, de l'emploi et de l'activité, des équipements et services, des transports, de l'état initial de l'environnement, de l'urbanisation, des ressources naturelles, ainsi que des risques, nuisances et pollutions qui a été faite le 7 septembre 2016 au comité technique et le 21 novembre 2016 aux personnes publiques associées ;

Considérant les enjeux ainsi dégagés par ce diagnostic pour la commune d'Ivry-la-Bataille dont le tableau est présenté et les choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durable, les Orientations d'Aménagement et de Programmation et le règlement ;

Après avoir entendu le rapport de Monsieur le Maire,

Après en avoir débattu,

DELIBERE

ARTICLE UN - PRENDRE ACTE des éléments figurant dans le document de diagnostic ainsi que les enjeux communaux qui en ont été dégagés ;

ARTICLE DEUX – DECIDER d'engager la phase d'élaboration du Projet d'Aménagement et de Développement Durable qui s'appuie sur ces enjeux.



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DE L'EURE

COMMUNE
D'IVRY-LA-BATAILLE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Réunion ordinaire du 9 avril 2015

L'an deux mil quinze

NOMBRE DE MEMBRES			OBJET DE LA DELIBERATION
AFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	EN EXERCICE	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	MARCHES ET TRAVAUX
23	23	22 (dt 2 pv)	
DATE DE LA CONVOCACTION	DATE D'AFFICHAGE	NUMERO DE DELIBERATION	
02/04/2015	02/04/2015	2015/24	Prescription de la révision générale du PLAN LOCAL D'URBANISME

L'an deux mil quinze et le 9 avril 2015 à 20h35, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Patrick MAISONS, Maire.

ETAIENT PRESENTS (20) : Patrick MAISONS, Sylvie HENAU, Chedy HADJ-KACEM, Françoise SOKOLOWSKI, Jean-François BOUVARD, Sylvie DELALANDE, Roger DELAUNET-LALÈS, Jean-Jacques COQUISART, Christine MAURICE, Pasqualina SAPONE, Martine CURIAL, France MAÇON, Marise HELLARD, Fabio ROBERT, Mounia BOKKUM, Michel BRICAUD, Dominique POTTIER, Annie RUSPINI, Sandrine POULAIN, Céline MONIER

EXCUSES (2 pouvoirs): Jean-Pierre OGIER (pouvoir à France MAÇON), Laurent LABATTE (pouvoir à Fabio ROBERT), Mickaël LAVALLEY

ABSENTS :

Secrétaire de séance : Marise HELLARD

* * *

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et en particulier ses articles L121-1, L123-1 et suivants, L123-6, L123-13 et L300.2,

Vu la loi n°2001-1208 du 13 décembre 2000 et notamment ses articles 1, 4 et 25,

Vu la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 relative à l'urbanisme et à l'habitat,

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 30 janvier 2009 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU),

Considérant que le droit des sols de la commune d'Ivry la Bataille est actuellement régi par un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 30 janvier 2009 ;

Considérant qu'au vu des évolutions législatives et des besoins d'adaptation du droit des sols du territoire de la commune, il convient d'engager la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour répondre aux nouvelles obligations législatives et réglementaires. En effet, afin de favoriser une maîtrise de la consommation d'espaces et de préserver la qualité architecturale et l'environnement, il importe que la commune réfléchisse à ses orientations en matière d'urbanisme, d'aménagement et de développement durable ;

Accusé de réception que les principaux objectifs de la révision générale du Plan Local d'Urbanisme sont les suivants :

027-212703557-20150409-20150409-24-DE
L'adaptation du règlement pour une meilleure application au quotidien,

Accusé certifié exécutoire
L'adaptation du règlement pour faciliter l'implantation de commerces et services de proximité sur le territoire

Réception par le préfet : 13/04/2015 La coordination des espaces naturels repérés et du caractère architectural des quartiers de centre bourg,

Publication : 13/04/2015

Pour l'autorité Compétente
par délégation compatibilité du document de planification communal avec les exigences législatives et réglementaires actuelles et pour une gestion globale du territoire,



- L'intégration des conditions permettant d'assurer dans le respect des objectifs du développement durable, les principes définis à l'article L 121-1 du code de l'urbanisme et notamment ceux issus de la loi dite « Grenelle 2 » et de la loi ALUR, tels que la réduction des émissions des gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie, la production énergétique à partir de ressources renouvelables, la préservation et la remise en état des continuités écologiques, la maîtrise de la consommation des espaces,
- La nécessité d'articuler l'échelle communale avec les échelles supra communales (Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE), Schéma de Cohérence Ecologique (SRCE), le Plan Climat Energie Régional (PCER) ...);
- La mise en cohérence du projet de développement communal avec les tendances socio-économiques du territoire dans l'optique d'un développement équilibré et maîtrisé.

Considérant que conformément aux articles L123-6 et L 300-2 du code de l'urbanisme, il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur la mise en œuvre de la procédure de révision générale du PLU et d'arrêter les modalités de concertation exposées ci-après. Le dispositif de concertation doit permettre de faire participer le plus grand nombre de personnes (habitants, associations, acteurs économiques, ...) à la définition de l'avenir de leur commune et d'enrichir le débat.

Considérant que les modalités de concertation prévues selon les articles L 123-6 et L 300-2 du Code de l'Urbanisme sont les suivantes :

- Affichage de la présente délibération en mairie ;
- Parution dans le journal départemental et dans le bulletin municipal ;
- Organisation d'ateliers avec le public ;
- Mise à disposition d'un registre sur lequel chacun pourra consigner ses observations ;
- Organisation de réunion publique.

DELIBERE A L'UNANIMITE

ARTICLE UN - Prescrire la révision générale du PLU d'Ivy-la-Bataille sur l'ensemble du territoire communal, visée aux articles L 123-1 et suivants et R 123-15 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

ARTICLE DEUX - Mener la procédure de révision selon le cadre défini par les articles L123-13, L123-6 et suivants et R123-15 et suivants du Code de l'Urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des différentes personnes publiques ;

ARTICLE TROIS – Approuver les objectifs poursuivis par la révision du PLU rappelés ci-avant ;

ARTICLE QUATRE – Définir les modalités de concertation conformément à l'article L 300-2 du Code de l'Urbanisme, comme exposés précédemment ;

ARTICLE CINQ – Autoriser Monsieur le Maire à signer tout document et à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération, en lien avec la révision générale du PLU.

ARTICLE SIX - Conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'Urbanisme, cette délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans le journal diffusé dans le département.

Conformément à l'article L 123-6 du Code de l'Urbanisme, cette délibération sera notifiée notamment :

- au Préfet,
- au Président du Conseil Général de l'Eure,
- au Président du Conseil Régional de Haute Normandie,
- au Président de l'Agglomération du Pays de Dreux, en tant que Président de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains, de PLH et de SCOT,
- et aux représentants des organismes mentionnés à l'article L 121-4 (Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre de Métiers, Chambre de l'Agriculture),
- et à toute personne citée aux articles L123-6 et L 121-4 du Code de l'Urbanisme.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

027-212703557-20150409-20150409-24-DE

Accusé certifié exécutoire

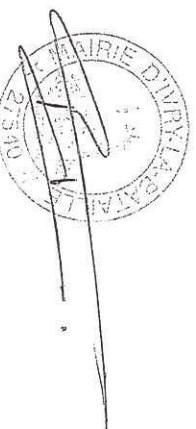
Réception par le préfet : 13/04/2015

Publication : 13/04/2015

Pour l'autorité Compétente"
par délégation



Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus à Ivy-la-Bataille
Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
Réunion ordinaire du 10 septembre 2015
L'an deux mil quinze

NOMBRE DE MEMBRES			ORDRE DE L'ANDELIBERATION
MEMBRES AU CONSEIL MUNICIPAL	INEXERCICE	QUOTIENTS PARI ALA DELIBERATION	INTERCOMMUNALITE - AGGLOMERATION
23	23	21 (dont 1 pouvoir)	
DAVID DELA CONVOCAATION	DAVID DELIBERATION	NUMERO DE DELIBERATION	
03/09/2015	03/09/2015	2015/44	Révision du PLU : convention de service commun « planification urbaine » avec l'Agglo du Pays de Dreux

L'an deux mil quinze et le 10 septembre 2015 à 20h48, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Patrick MAISONNS, Maire.

ETAIENT PRESENTS (18 puis 20 à partir de 20h56/21h) : Patrick MAISONNS, Sylvie HENAU, Chedy HADJ-KACEM, François SOKOLOWSKI (à partir de 20h55), Jean-François BOUVARD, Sylvie DELALANDE, Roger DELAUNET-LALÈS, Jean-Jacques COQUISART, Christine MAURICE, Pasquella SAPONE, Martine CURIAL (à partir de 21h), Jean-Pierre OGIER, France MAÇON, Marie HELLARD, Fabio ROBERT, Mounia BOUKOUM, Dominique POTTIER, Annie RUSPINI, Sandrine POULAIN, Céline MONIER

EXCUSES (2 pouvoirs puis 1 pouvoir à partir de 20h55) : Françoise SOKOLOWSKI (jusqu'à 20h55), Martine CURIAL (jusqu'à 21h), Laurent LABATTE (pouvoir à Fabio ROBERT), Mickaël LAVALLEY, Michel BRICAUD,

Secrétaire de séance : Sylvie HENAU

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 9 avril 2015 prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme ;
Vu l'avis du comité technique de l'Agglomération du Pays de Dreux et du comité technique du Centre de Gestion de l'Eure favorable à la mise à disposition des services de l'Agglo du Pays de Dreux, respectivement, le 13 avril 2015 et le 10 septembre 2015 ;

Considérant que dans le cadre de ses ressources, l'Agglo du Pays de Dreux propose une mise à disposition partielle du service planification urbaine pour répondre aux besoins d'expertise en matière d'ingénierie d'urbanisme réglementaire, en particulier en terme de planification spatiale (élaboration, modification et révision des PLU) ;
Considérant que la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune sera réalisée avec l'assistance du centre de ressources de l'Agglo du Pays de Dreux par mise à disposition partielle de service au terme d'une convention entre la commune et l'Agglomération du Pays de Dreux ;

Considérant que le paragraphe IV de l'article L 5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales renvoie à l'article D. 5211-16 du même code pour ce qui concerne les modalités du remboursement des frais de fonctionnement du service planification urbaine mis à disposition ; qu'elles s'effectueront sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service multiplié par les unités de fonctionnement constatées ; que la convention stipule notamment la méthode retenue pour la détermination du coût unitaire de fonctionnement et comprend une prévision d'utilisation du service mis à disposition exprimée en unités de fonctionnement ; que le coût unitaire comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel, les fournitures, le coût de renouvellement des biens et les contrats de service rattachés à l'exclusion de toute autre dépense non liée au fonctionnement du service ; que ce coût n'intègre pas les frais de fonctionnement quotidien du service et l'encadrement ;

Considérant que la mise à disposition partielle de service concerne deux agents affectés au service planification urbaine et se fera à raison d'environ 333 unités de fonctionnement au profit de la Commune pour les années 2015, 2016 et 2017 et qu'en conséquence, la mise à disposition pour la réalisation de la prestation de révision générale du PLU représente un coût de 15 000 euros.

Considérant que l'exécution de la prestation se fera suivant un cahier des charges de l'organisation de la mission validé par la commune ;

DELIBERE A L'UNANIMITE

ARTICLE UNIQUE - Autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition partielle du service planification urbaine pour la révision générale du Plan Local d'Urbanisme dans le cadre du centre de ressources l'Agglo du Pays de Dreux.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

027-212703657-20150910-20150910-44-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/09/2015

Publication : 11/09/2015

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation



Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus à Ivry-la-Bataille
Pour extrait certifié conforme,

Le Maire